



ÉDITORIAL

FAIRE VILLE AU QUOTIDIEN : INÉGALITÉS SOCIO-SPATIALES, PRATIQUES ORDINAIRES ET ENVIRONNEMENTS URBAINS EN AFRIQUE

La ville africaine contemporaine ne se donne pas seulement à voir dans l'expansion de ses périphéries, la densification de ses quartiers, la multiplication de ses infrastructures ou la recomposition de ses centralités. Elle se construit aussi, et peut-être surtout, dans une multitude de pratiques ordinaires qui, chaque jour, organisent les rapports entre populations, ressources, mobilités, activités et espaces. Habiter, se loger, accéder à la terre, produire, commercer, travailler, circuler, rejoindre un équipement ou recourir à un service sont autant d'actes en apparence banals, mais qui constituent des entrées privilégiées pour comprendre les transformations urbaines et territoriales en Afrique. Ces pratiques révèlent les écarts entre territoires, les asymétries d'accès, les formes de vulnérabilité, mais aussi les capacités d'adaptation et les marges d'action développées par les populations. C'est à partir de cette lecture du quotidien que s'organise le présent numéro thématique de *Espaces Africains*, consacré à « **Faire ville au quotidien : inégalités socio-spatiales, pratiques ordinaires et environnements urbains en Afrique** ». L'expression « faire ville » ne renvoie pas ici à une formule rhétorique. Elle engage une manière particulière d'appréhender l'urbain. La ville ne saurait être réduite aux seules décisions d'aménagement, aux normes de planification ou aux politiques publiques qui cherchent à l'ordonner. Elle est aussi le produit d'ajustements, de négociations, de pratiques informelles, de mobilités contraintes, de stratégies résidentielles, d'appropriations économiques et de compromis quotidiens. Il convient alors de déplacer le regard, des grandes formes urbaines vers les usages; des équipements vers leurs conditions effectives d'accessibilité; des politiques foncières vers les trajectoires résidentielles; des infrastructures de transport vers les pratiques qu'elles rendent possibles; des économies dites informelles vers les territorialités qu'elles produisent. Ce déplacement analytique permet de saisir la ville comme un espace relationnel, traversé par des différences d'accès, de position, de ressources et de capacité d'action. Il permet également de comprendre que les inégalités socio-spatiales ne sont pas seulement inscrites dans la structure des territoires : elles sont vécues, reproduites, négociées et parfois contournées au quotidien.

Les huit contributions réunies dans ce dossier thématique explorent cette problématique à partir de terrains situés à Madagascar, au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Cameroun. Leur diversité empirique constitue précisément l'un des intérêts du dossier. Elle montre que, par-delà la singularité des contextes étudiés, les questions de foncier, d'accès aux ressources, de mobilité, de travail, de services et de différenciation territoriale dessinent un même horizon de réflexion. L'exposition aux risques environnementaux et les stratégies d'adaptation complètent cette lecture des inégalités urbaines.

Habiter : le foncier comme ressource, contrainte et rapport de pouvoir

La première entrée du dossier porte sur les conditions d'habiter et sur les mécanismes fonciers qui structurent l'accès à l'espace. À Nosy-Be, Lucien RAMIANDRISOA montre

comment la pression foncière transforme les conditions d'habiter dans un territoire marqué par l'attractivité touristique. L'articulation entre formalisation documentaire, mobilités résidentielles et différenciation sociale permet de dépasser une lecture strictement juridique de la question foncière. Le foncier apparaît à la fois comme une ressource, un facteur de sécurisation, un support de mobilité et un révélateur des positions différenciées occupées par les acteurs.

À Vélingara, Yaya DIALLO, Sécou Omar DIEDHIOU et Oumar SY interrogent la gouvernance foncière et les conflits d'accès à la terre dans les périphéries urbaines. Leur contribution souligne combien ces espaces sont traversés par une pluralité de normes, de pratiques et d'acteurs dont les intérêts ne coïncident pas nécessairement. La périphérie apparaît ainsi comme un espace de transition, mais aussi comme un espace de concurrence et de négociation. Ces deux articles convergent vers une idée essentielle : habiter ne signifie pas seulement occuper un espace. Habiter suppose de pouvoir y accéder, y maintenir sa présence, y sécuriser ses droits et y inscrire une trajectoire. Le « faire ville » se joue donc aussi dans la capacité différenciée des groupes sociaux à stabiliser leur rapport à l'espace.

Produire et échanger : les économies du quotidien comme matrices territoriales

La deuxième entrée du dossier conduit à interroger les relations entre activités économiques, ressources productives et recompositions spatiales. À Bangolo, Florent GOHOUROU et Christian Quonan YAO-KOUASSI analysent l'accès différencié aux ressources productives en agriculture vivrière. Ce travail met en évidence la manière dont les ressources nécessaires à la production sont distribuées de façon inégale et comment ces écarts influencent les capacités d'action des producteurs. Les ressources ne sont donc jamais de simples facteurs techniques : elles s'inscrivent dans des rapports sociaux et territoriaux qui conditionnent les possibilités de production. À Guessabo, Atsé Laudose Miguel ELEAZARUS montre comment la commercialisation du poisson d'eau douce participe à la recomposition d'un centre semi-urbain. Les flux marchands, les lieux d'échange et les pratiques commerciales produisent des centralités, hiérarchisent les espaces et redéfinissent certaines fonctions locales. L'économie quotidienne apparaît ainsi comme un puissant opérateur de transformation spatiale. La contribution de Hyacinthe ATANGANA BAMELA sur les espaces de transport et les marginalités artisanales mobiles à Yaoundé prolonge cette réflexion. Les espaces de circulation deviennent des lieux d'activité, de travail et d'appropriation. Ils accueillent des pratiques souvent qualifiées de marginales alors même qu'elles participent pleinement à l'économie urbaine. Ces analyses invitent à ne pas considérer les économies ordinaires comme des réalités périphériques. Elles sont constitutives du fonctionnement des territoires. Elles organisent des flux, créent des lieux, produisent des usages et donnent naissance à des formes spécifiques de territorialité.

Accéder : mobilités, services et différenciations territoriales

Le troisième ensemble de contributions place la question de l'accessibilité au cœur de l'analyse. À Lakota, Ohomon Bernard EVIAR étudie les disparités d'accès aux infrastructures de base en les mettant en relation avec les caractéristiques sociodémographiques et les différenciations territoriales. Cette contribution montre qu'un équipement n'existe véritablement comme ressource collective qu'à partir du moment où les populations peuvent effectivement y accéder. Cette distinction entre disponibilité et accessibilité est décisive. La présence d'une infrastructure ne garantit pas

l'égalité d'usage. Distance, coût, localisation, possibilités de déplacement et caractéristiques sociales interviennent dans la capacité réelle des individus à bénéficier des services. Dans les îles du Gandoul, Mamadou FAYE montre combien cette question se pose avec acuité dans les territoires soumis à de fortes contraintes de mobilité. L'accès aux soins dépend ici de la configuration insulaire, des possibilités de déplacement et des conditions pratiques de mise en relation avec les structures sanitaires. L'accessibilité apparaît ainsi comme une relation, et non comme une simple propriété de l'espace. Elle met en jeu des distances, mais aussi des ressources, des temporalités, des moyens et des capacités de déplacement. En ce sens, elle constitue un indicateur particulièrement fécond des inégalités territoriales.

S'adapter : risques environnementaux et inégalités urbaines

La huitième et dernière contribution du dossier thématique, signée Kadodjomon Seydou SORO, examine les disparités territoriales et les stratégies d'adaptation face aux risques hydrogéomorphologiques dans les pôles urbains de la région du Poro, au nord de la Côte d'Ivoire. À Korhogo, Dikodougou, Sinématiali et M'Bengué, l'étude met en relation les dynamiques d'urbanisation, la concentration des populations, la répartition des ouvrages de drainage et les pratiques déclarées par les ménages. Elle montre que l'exposition aux risques s'inscrit dans une organisation inégale des territoires et que les réponses mobilisées reposent largement sur des dispositifs individuels ou artisanaux. Cette contribution prolonge la réflexion sur le « faire ville » en soulignant que s'adapter aux contraintes environnementales constitue aussi une pratique ordinaire de production de l'espace. Elle invite à articuler les initiatives habitantes avec des interventions collectives, attentives aux secteurs exposés et à la continuité des infrastructures.

Le quotidien comme observatoire des inégalités

Pris ensemble, les articles de ce dossier montrent que les inégalités socio-spatiales ne se laissent pas saisir uniquement à partir des distributions statistiques ou des écarts d'équipement. Elles se manifestent dans les expériences concrètes du quotidien. Elles apparaissent dans la difficulté à sécuriser un accès au foncier, à disposer des ressources nécessaires à une activité, à maintenir une présence résidentielle, à circuler ou à rejoindre un service ou à se protéger face aux risques environnementaux. Elles se révèlent aussi dans les temporalités imposées, les détours, les coûts, les arbitrages et les stratégies qui permettent de composer avec les contraintes. Mais le quotidien ne doit pas être lu uniquement comme le lieu de la contrainte. Il est aussi un espace d'invention et d'ajustement. Les populations développent des arrangements, construisent des alternatives, investissent de nouveaux lieux, négocient les usages, recomposent les centralités et transforment les espaces qu'elles pratiquent. La ville est donc produite dans cette tension permanente entre structures et pratiques, normes et adaptations, planification et usages, formalité et informalité, contraintes et capacités d'action. C'est en cela que les pratiques ordinaires constituent un observatoire privilégié du changement urbain.

Faire ville : une fabrication collective et inégalitaire des territoires

Le principal enseignement de ce numéro tient sans doute dans cette idée : **faire ville relève d'une fabrication collective, mais profondément inégale, des territoires.** Tous les acteurs participent à la production de l'espace, mais tous ne disposent pas des mêmes ressources, des mêmes droits ni des mêmes capacités de négociation. Certains accèdent plus facilement au foncier, aux infrastructures, à la mobilité ou aux opportunités

économiques ; d'autres doivent multiplier les arrangements pour contourner les contraintes. La ville apparaît dès lors comme un espace simultanément produit, disputé et négocié. Cette lecture invite à dépasser deux simplifications fréquentes : celle d'une ville qui serait exclusivement produite par les institutions, et celle d'une ville qui résulterait uniquement des pratiques habitantes. Les territoires urbains africains se construisent précisément dans l'interaction entre politiques publiques, marchés, dispositifs institutionnels, pratiques économiques, mobilités, stratégies résidentielles et appropriations sociales.

Comprendre les transformations urbaines suppose donc de tenir ensemble ces dimensions.

À côté du dossier thématique, ce numéro accueille une contribution dans la rubrique **Varia**. Motihé Siaky KAMARA, Wagnan Karidja KONÉ épouse KONÉ et Moussa KONÉ analysent les défis de la prise en charge du VIH chez les travailleuses du sexe à Odienné, en Côte d'Ivoire. En s'intéressant aux difficultés rencontrées par une population exposée à des vulnérabilités spécifiques, cette étude apporte un éclairage sur un enjeu majeur de santé publique. Sans relever directement de la problématique du dossier thématique, cette contribution s'inscrit pleinement dans la vocation de *Espaces Africains* : rendre compte, par des travaux empiriques, des réalités sociales, territoriales et sanitaires qui traversent les sociétés africaines contemporaines.

Ce numéro invite finalement à prendre au sérieux ce qui se joue dans l'ordinaire. Car les transformations des villes africaines ne s'écrivent pas seulement dans les plans d'urbanisme, les opérations d'aménagement ou les grands indicateurs de croissance. Elles s'inscrivent aussi dans les déplacements quotidiens, les transactions foncières, les pratiques de travail, les arrangements résidentiels, les circulations marchandes et les difficultés d'accès aux services. C'est dans ces pratiques, parfois discrètes, souvent contraintes, mais toujours profondément territorialisées, que se donnent à voir les mécanismes concrets de fabrication de la ville. **Faire ville au quotidien**, c'est donc habiter, produire, circuler, accéder, négocier et s'adapter. C'est surtout participer, dans des conditions profondément inégales, à la production continue des territoires africains contemporains.

COORDINATION SCIENTIFIQUE DU NUMÉRO

Dr (MC) Quonan Christian YAO-KOUASSI

Dr (MC) Florent GOHOUROU

Dr (MC) Didier-Charles GOUAMENÉ
